

La France au bord de l'explosion

lundi 28 octobre 2019, par [Jacques COTTA](#)

Le Chili donne une assez bonne illustration de ce qui est en train de se dérouler dans un grand nombre de pays et notamment chez nous, en France. Alors qu'un plan de rigueur insupportable pour le peuple est décidé par le gouvernement, des manifestations éclatent et avec elles une répression violente, sanglante. Le gouvernement chilien explique :

1/ Nous sommes en guerre contre le ticket de transport.

2/ L'état d'urgence sera appliqué avec fermeté.

Plutôt que d'avouer la guerre en effet, mais contre le peuple chilien, le président Sebastian Piñera préfère désigner le « ticket de transport ». En attendant ce sont les travailleurs chiliens qui tombent sous les coups des forces de police et de l'armée chilienne. Sinistre souvenir !

Mais le Chili n'est qu'une partie visible des tensions qui éclatent à travers le monde.

En Irak, la mobilisation populaire se développe pour obtenir « la chute du régime des voleurs », la liberté, les services publics, la création d'emplois. Les irakiens remettent ouvertement à l'ordre du jour la question sociale et envahissent les rues Bagdad et d'autres villes du sud du pays au risque de leur vie menacée par la police et l'armée.

Le Chili, l'Irak... Même causes, mêmes effets, là et ailleurs...

En Equateur la mobilisation populaire dénonce le pouvoir gangréné par la corruption, à Hongkong, les manifestations sont incessantes pour s'opposer à la dictature de Pékin et combattre les inégalités sociales qui se développent dans l'archipel, au Liban l'injustice sociale pousse les mobilisations à mettre en cause directement le pouvoir, en Egypte, la mobilisation contre le gouvernement demeure intacte, en Guinée, les manifestants opposés à la présidence à vie de Alpha Condé sont mobilisés au nom de la démocratie...

Ainsi en de nombreux points du globe la mobilisation pour défaire le système politique, pour affronter ses méfaits économiques et sociaux, pour combattre le capitalisme sous toutes ses formes, se développe. Et partout deux phénomènes se répètent :

1/ La répression comme seule réponse des régimes en place. Répression policière, judiciaire, militaire avec ses successions de blessés, de morts.

2/ L'absence de toute représentation politique pour exprimer les aspirations populaires et pour prétendre au pouvoir afin d'être en mesure de les satisfaire.

Bon exemple parmi tous ceux cités pour illustrer ce double phénomène, l'Algérie où la mobilisation populaire s'oppose au régime autoritaire et corrompu. Pour se maintenir celui-ci cadenas les libertés, persécute les militants, emprisonne les opposants. Louisa Hanoune, cible choisie par la justice militaire, trois fois candidate à l'élection présidentielle, députée de la circonscription d'Alger depuis 1997, responsable du parti des travailleurs, républicaine, partisane d'une constituante pour sortir le pays de la dictature et de la crise, est condamnée à quinze années de prison au même titre que plusieurs hauts dignitaires du pouvoir déchu, à l'issue d'une audience édifiante dans laquelle elle n'a cessé de se comporter en militante, affirmant ses convictions sans reculer sur les aspirations démocratiques et sociales qu'elle porte.

Et il y a la France, l'émergence des Gilets jaunes il y a un an, et l'état d'urgence permanent comme seule réponse, légitimant une activité policière et judiciaire condamnée notamment par les institutions internationales. Les centaines de milliers de travailleurs, de jeunes, de retraités, d'ouvriers, d'artisans qui se sont engagés pour la démocratie et la justice sociale s'inscrivent objectivement dans la mobilisation qui au niveau international éclate ici ou là. Avec Emmanuel Macron, le gouvernement français est inquiet de voir la force qui s'est révélée un grand nombre de samedis se manifester à nouveau, sous des formes imprévisibles, lorsque l'occasion se présentera. A la veille de sa réforme des retraites l'inquiétude

concerne les mesures qui peuvent à tout moment mettre le feu aux poudres.

Le discours ambiant veut laisser penser que les valeurs de liberté, d'égalité, de justice sociale sont d'un autre temps. Mais au niveau international comme national, n'est-ce pas tout le contraire qui se manifeste. Les débats archaïques qui parlent de « gauche » et de la « droite » pour tenter de réintroduire les clivages qui ont fait le bonheur du personnel politique d'hier semblent ne pas résister à l'épreuve des faits. La gauche comme la droite ou l'extrême droite n'a aucune réponse aux questions réelles que posent partout les forces sociales en mouvement. Ce sont ces questions et les réponses qui doivent leur être apportées qui constituent en réalité les véritables clivages qui doivent permettre de se situer. Le combat pour la république sociale constitue en fait un bon point de regroupement et semble avoir de beaux jours...